

2) ...Mais les Bretons n'en veulent pas

Le choix d'Erdeven a cependant suscité rapidement une levée de boucliers à l'exemple de ce qui s'est passé au Pellerin, et la constitution d'un CLIN. Ce site-là présente en effet quelques désavantages : forte implantation touristique sur toute la côte, donc concurrence avec l'industrie touristique, nombreux ports de pêche, et présence du centre urbain de Lorient-Hennebont non loin, avec risque de manifestations.

On lui a donc préféré la pointe du Corsen près de Pornmoguer. Le site semblait plus favorable : beaucoup de landes, quelques agriculteurs (en fait, beaucoup plus que ce qu'avaient cru voir les technocrates) et un pays traditionnellement peu contestataire, moins forte densité d'implantations touristiques. Or, à la surprise vraisemblable des technocrates d'EDF, la mobilisation contre ce choix s'est développée et durcie rapidement, sans même qu'on puisse en rendre responsables d'affreux agitateurs venus de Brest. EDF avait compté sans les récentes mais solides traditions d'organisation et de lutte des paysans de la FDSEA et l'importance du courant Paysans-Travailleurs. La riposte a été extrêmement forte, entraînant dans son sillage la petite bourgeoisie locale (les commerçants) et la plupart des maires des communes des environs. La constitution d'un GFA à l'exemple de celui du Larzac anéantissait l'espoir d'acheter le terrain nécessaire facilement et à bas prix. EDF a donc reculé, au moins pour le moment. De mauvais esprits peuvent mettre cela en rapport avec la proximité du rail d'Ouessant et la fréquence prévisible (et hélas vérifiée) de naufrages de pétroliers dans les environs : le refroidissement des centrales par mélange eau + mazout en proportions variables n'est pas techniquement au point. La présence de Brest à proximité a dû aussi peser d'un certain poids, pas à cause des problèmes de l'évacuation de la population en cas d'accident : Brest vit avec le nucléaire, celui des sous-marins militaires, depuis plus de dix ans déjà et est, de ce point de vue, une ville sacrifiée ; première visée en cas de conflit, sans aucune connaissance des effets de la présence des sous-marins et de tout ce que provoque leur entretien en fait de nuisances ou de danger en temps normal, sans aucun plan de sécurité

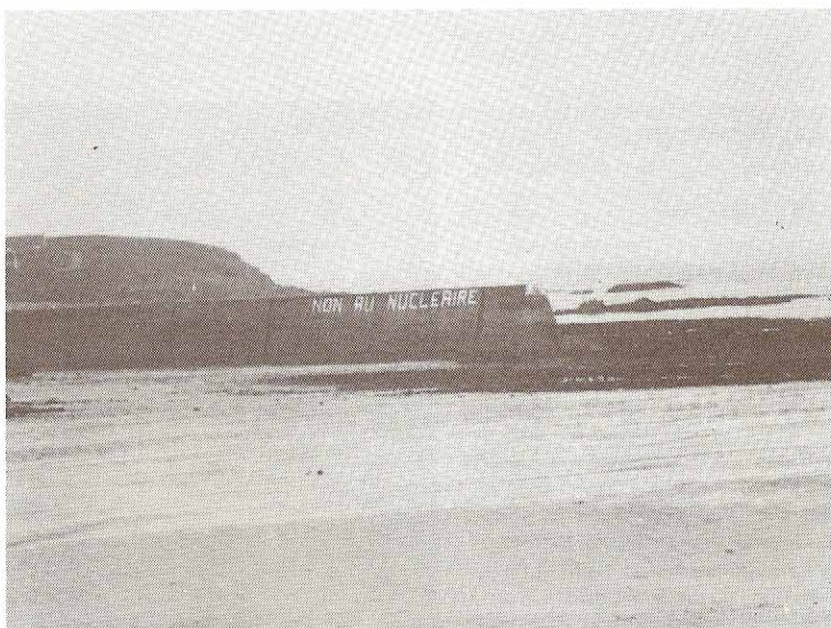


Photo Bernard Chapuy

connu non plus ; la marine à d'autres chats à fouetter. Non, le problème que pose Brest est celui d'une population qui s'est massivement mobilisée contre le nucléaire derrière le CLIN de Pornmoguer et est susceptible de continuer dans cette voie.

3) Main basse sur le cap Sizun

EDF s'est donc repliée en fin de compte sur Plogoff. Les paysans du Léon avaient fait remarquer que le site du Corsen n'était pas si désert qu'on croyait, qu'il y avait des terres en culture. A Feunteun Aod, on pensait bien ne rencontrer à peu près que de la lande. Qu'il y ait d'importantes activités de pêche n'est pas entré en ligne de compte : ça ne se voit pas directement sur le terrain. Dans les environs, quelques petits villages traditionnels, dont les hommes sont le plus souvent en mer pour tout arranger. Pas de grosse ville trop près, un endroit vraiment isolé où il paraissait très improbable de voir jamais se rassembler une manifestation de 25 000 personnes. Pas de risque non plus de problèmes avec les voisins comme sur le Rhin ou à Flamanville (à cause des îles anglo-normandes). Que ce site soit proche de la pointe du Raz et que, de plus, le passage des lignes et des routes associées à la construction de la centrale détruit tout l'équilibre écologique, économique et social du cap Sizun, cela ne préoccupe pas les technocrates d'EDF qui n'ont pas l'habitude de prendre en compte ce genre de données.

On a alors tenté une opération de charme auprès des Capistes :

outre l'habituel refrain sur la création d'emplois (ça paraît usé mais ça pouvait marcher dans une région connaissant un chômage chronique et élevé) on a fait miroiter la promesse d'un réaménagement de la pointe du Raz, avec déplacement de l'horrible centre commercial vers l'intérieur des terres. Avec la carotte, le bâton : chantage aux coupures de courant auprès des paysans équipés de trayeuses électriques, congélateurs, etc., et même, menace de faire payer plus cher l'électricité soi-disant amenée de l'extérieur à une Bretagne qui n'en produit pas. On a dû très vite démentir : les tarifs d'EDF sont nationaux, pour une fois, la centralisation a eu du bon...

Les technocrates d'EDF et ceux du CEA imaginaient sans doute avoir affaire, dans un coin perdu, à une population paysanne un peu demeurée, à l'écart des grands débats d'idée : le mépris des paysans par les citadins, surtout au pouvoir, et de la province par Paris n'a pas entièrement disparu.

Ce à quoi ils n'avaient pas pensé, c'est d'une part à la méfiance traditionnelle des Capistes vis-à-vis de ceux venant de l'extérieur se mêler de leurs affaires et, d'autre part, à la capacité de résistance d'une société encore fortement structurée. Ce qu'ils ne pouvaient imaginer surtout c'est le sérieux de l'information et des débats sur le nucléaire à Plogoff, à l'initiative des habitants eux-mêmes. Contrairement à ce qu'on laisse entendre dans une certaine presse, ce qui se passe n'a rien à voir avec la réaction de paysans effrayés par la nouveauté. Il s'agit d'un refus conscient et motivé. Et les Capistes ne sont tombés dans aucun piège.